



**ARRÊTÉ n°2023-330/PREF/CAB du 09 novembre 2023
portant autorisation d'un débit de boissons temporaire de 4ème groupe à l'occasion d'une
manifestation publique en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique**

Le préfet délégué de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-125/PREF/DELEGSB du 29 octobre 2015 relatif à la police des débits de boissons dans la Collectivité de Saint-Barthélemy ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2009-906 du 24 juillet 2009 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État, à l'organisation et à l'action des services de l'État à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin ;

VU le décret n°2009-907 du 24 juillet 2009 relatifs aux services de la préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

VU le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Xavier LEFORT, en qualité de Préfet de la région Guadeloupe, Préfet de Guadeloupe et représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et Saint-Martin ;

VU le décret du Président de la République du 09 mars 2022 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON en qualité de préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

VU l'arrêté n°971-2023-02-07-00006 du 07 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Vincent BERTON, préfet délégué auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, administration générale ;

VU la demande présentée par l'association AJOE représentée par sa présidente, madame Cécile Coudreau, en date du 08 octobre 2023 ;

Considérant qu'en application du dernier alinéa de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique, le représentant de l'État dans la collectivité d'outre-mer de Saint-Barthélemy

peut autoriser, par voie d'arrêté, la vente des boissons de quatrième groupe, dont la consommation y est traditionnelle, dans la limite maximum de quatre jours par an ;

ARRÊTE

Article 1 : L'association AJOE sise à Lorient 97133 Saint-Barthélemy, représentée par Mme Cécile Coudreau, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le vendredi 10 novembre 2023 de 16h00 à minuit, le samedi 11 novembre 2023 de 11h00 à 02h00 et le dimanche 12 novembre 2023 de 11h00 à 20h00 à l'occasion de la fête du vent se déroulant à Lorient, 97133 Saint-Barthélemy.

Article 2 : Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2015-125/PREF/DELEGSB du 29 octobre 2015 relatif à la police des débits de boissons dans la Collectivité de Saint-Barthélemy susvisé, à savoir une fermeture au plus tard à 2 heures du matin et le respect des zones protégées de la Collectivité.

Article 3 : A l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, au titre des boissons traditionnelles de Saint-Barthélemy, le débit de boissons temporaire pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, des boissons du quatrième groupe défini à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique (Rhum).

Article 4 : Le Directeur des services du cabinet du Préfet délégué auprès du Représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin et le Commandant de la compagnie de gendarmerie de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Martin le 09 NOV 2023



Délais et voies de recours :

En application des articles L411-2 et R421-7 du code de justice administrative et de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux. Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision. Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision. Le silence gardé par l'administration saisie pendant plus de deux mois à compter de la date de saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable dans les deux mois devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant le tribunal administratif de Saint-Martin. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « telerecours citoyen » accessible par le site www.telerecours.fr